



LIVRET DE L'EXPOSITION

CE QUI COMPTE VRAIMENT...

S'ÉVALUE

ÉVALUER, C'EST **MESURER LES IMPACTS**

ÉVALUER, C'EST **APPRENDRE**

ÉVALUER, C'EST **DIALOGUER ET PARTAGER**

ÉVALUER, C'EST **ÉCLAIRER LES POLITIQUES PUBLIQUES**



Cette exposition a été réalisée en 2026 par le groupe AFD avec le soutien de l'Impact Tank pour la 4^{ème} édition du Sommet de la mesure d'impact, sur le thème « Ce qui compte vraiment ».



« L'ÉVALUATION EST UN OUTIL ESSENTIEL D'AIDE À LA DÉCISION ET D'AMÉLIORATION DE L'IMPACT DES PROJETS »

Comment mieux préserver les espaces forestiers à Madagascar ? Comment lutter efficacement contre la faim aux Philippines ? Comment proposer un accès aux soins à toutes les personnes vivant avec le VIH, quel que soit leur âge ? Derrière ces questions, un même enjeu : comment améliorer l'impact des projets financés par le groupe AFD et par l'un des fonds qu'il héberge, le Fonds d'Innovation pour le Développement (FID) ?

Pour le groupe AFD, garantir la qualité des projets dans lesquels il choisit d'investir est un devoir et une obligation. En tant que banque publique au service de la France et des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, le Groupe évalue et fait évaluer, chaque année, une grande partie de ses interventions. Le FID, quant à lui, vise à permettre l'émergence de solutions à fort potentiel d'impact pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, en évaluant rigoureusement leur efficacité et en accélérant leur déploiement à plus grande échelle.

L'évaluation est ainsi un outil essentiel d'aide à la décision et d'amélioration de l'impact des projets : la production de connaissances et les leçons tirées de l'expérience permettent, dans une logique d'apprentissage permanent, de réorienter l'action pour en améliorer la qualité et en accroître les impacts. Les évaluations sont aussi utiles pour dialoguer avec les acteurs du développement et rendre compte des résultats aux élus, aux citoyens et aux pays partenaires.

Cette exposition vous invite à découvrir ce qu'évaluer veut dire concrètement :

- **Mesurer les impacts des projets financés**
- **Apprendre de l'expérience pour progresser**
- **Dialoguer et partager les enseignements**
- **Éclairer les politiques publiques de demain**



Scannez-moi pour en savoir plus sur les évaluations au sein du groupe AFD



Suivez Savoirs AFD sur LinkedIn pour suivre l'actualité des évaluations

Évaluer c'est...

MESURER LES IMPACTS



Les évaluations scientifiques d'impact mesurent et apprécient rigoureusement les effets d'une intervention (sur les populations, les écosystèmes...) et analysent le lien de causalité entre l'intervention et les effets constatés. Il s'agit de l'un des types d'évaluations menées par le groupe AFD et le Fonds d'Innovation pour le Développement (FID).

FOCUS SUR... LA CUISSON PROPRE

Depuis 2022, un projet en République démocratique du Congo explore l'usage de la cuisson électrique comme alternative au charbon de bois afin de contribuer à freiner la déforestation massive en cours dans le plus ancien parc naturel africain situé à l'est du pays, Virunga.

Le projet consiste à mettre à disposition de familles un autocuiseur électrique, intégralement subventionné par l'entreprise sociale fournisseur d'énergie hydroélectrique, Virunga Énergies. L'augmentation des dépenses en électricité qui en résulte créerait à terme un retour sur investissement pour l'entreprise, tout en réduisant la demande en charbon de bois.

De 2022 à 2024, le projet a reçu un financement de stade « évaluation d'impact » du FID, qui a permis de tester différentes modalités de soutien à l'adoption des autocuiseurs. L'évaluation, conduite par le CEE-M et l'université d'Anvers, a démontré que les ménages ciblés ont adopté durablement la cuisson électrique, réduisant leurs dépenses d'énergie d'environ 5,76 \$ par mois. Cette transition génère aussi des bénéfices sociaux et environnementaux, notamment une réduction du temps de cuisine pour les femmes et une baisse des émissions de CO₂ d'environ 1,5 tonne par cuiseur et par an. L'évaluation confirme une demande pour ces solutions, tout en soulignant la nécessité d'un accompagnement pour pérenniser ces bénéfices et permettre une extension du projet.

Depuis 2025, le FID, en partenariat avec l'Union européenne, soutient une deuxième phase du projet via sa subvention « passage à l'échelle ». Elle permet à Virunga Énergies, fort des résultats de la première phase, d'accélérer l'adoption de la cuisson électrique à Goma en équipant 52 000 ménages d'ici 2029.

Créé en 2021, le FID est un dispositif novateur dédié au financement de l'innovation dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et les inégalités | En savoir plus : fundinnovation.dev

ENVIE D'EN SAVOIR PLUS ?

JE DÉCOUVRE

Les résultats d'impact du projet en vidéo



JE VAIS PLUS LOIN

Cuisson propre et efficace : les apports de 2 nouvelles expérimentations de l'AFD et du FID



Vue aérienne d'une zone forestière à Madagascar (en haut) |
Une patrouille citoyenne dans une aire protégée malgache (en bas)
© Falihery Francisco/AFD



Analyse documentaire et statistique, entretiens individuels, groupes de discussion, enquêtes de ménage ou encore données géospatiales... Ces évaluations scientifiques d'impact mobilisent différentes méthodes et données complémentaires, à la fois rigoureuses et innovantes.

FOCUS SUR... LES AIRES PROTÉGÉES

Madagascar, haut lieu de la biodiversité mondiale, est confronté à des défis liés à la préservation des espèces endémiques, à la déforestation et à la pauvreté. Les aires protégées ont été créées au début du XX^{ème} siècle mais ces dispositifs de conservation de la biodiversité font l'objet de débats.

Ces aires contribuent-elles à la réduction de la déforestation et des feux de forêt ? Améliorent-elles le bien-être des populations locales qui y vivent ou qui y travaillent ? Dans quelle mesure la façon dont elles sont financées et gérées a-t-elle une influence sur leur efficacité ? Comprendre comment les différents paramètres conditionnent l'efficacité des aires protégées peut fournir des enseignements utiles aux décideurs et acteurs de la conservation et du développement local.

C'est l'objectif du projet BETSAKA (*Biodiversity–Economy Trade-off and Synergy Assessments for Conservation Areas*), lancé début 2024 par l'AFD, la KfW et l'IRD. Il étudie les impacts environnementaux et socio-économiques des aires protégées à Madagascar sur la période 2000-2024. Pour cela, les équipes combinent évaluation d'impact géospatiale, analyses qualitatives et données issues d'observatoires ruraux.

BETSAKA contribuera ainsi à produire des éléments de preuve et des outils d'aide à la décision pour éclairer les politiques de conservation et soutenir des trajectoires de développement durable. Les résultats finaux sont attendus pour le printemps 2027.

Mis en œuvre dans le cadre de l'initiative MAPME et du partenariat AFD/IRD « PAIRES », le projet BETSAKA est une collaboration entre l'Agence française de développement (AFD), la KfW (Allemagne) et l'IRD (UMI SOURCE). En savoir plus : paires.hypotheses.org | www.mapme-initiative.org

ENVIE D'EN SAVOIR PLUS ?

JE DÉCOUVRE

La fiche de présentation du projet BETSAKA



JE VAIS PLUS LOIN

Mesurer l'impact des projets de développement grâce aux méthodes d'évaluation d'impact géospatiale



Évaluer c'est...

APPRENDRE



Au sein du groupe AFD, les évaluations servent non seulement à juger de l'efficacité des actions menées, mais aussi à tirer des leçons de l'expérience – des succès comme des difficultés. Elles deviennent ainsi un outil d'amélioration des pratiques.

FOCUS SUR... LES PRATIQUES INTERNES

Financer le développement, c'est naviguer entre des exigences multiples : soutenir la croissance économique sans détruire les écosystèmes, améliorer les conditions de vie sans creuser les inégalités, agir vite sans hypothéquer l'avenir. Concilier ces dimensions – sociale, environnementale, économique – est au cœur de ce que signifie aujourd'hui « investir durablement ».

Le dispositif « Analyse et avis développement durable » (AADD) est l'outil qui permet au groupe AFD de veiller à l'alignement des projets qu'il finance avec les Objectifs de développement durable (ODD). Par l'analyse et la notation, il qualifie la contribution de chaque projet au développement durable. Le dispositif permet non seulement d'optimiser les impacts positifs attendus des projets, mais aussi d'écartier ceux qui pourraient avoir un impact négatif sur une ou plusieurs dimensions du développement durable.

À l'occasion des 10 ans d'existence du dispositif, une évaluation a été lancée par l'AFD. Celle-ci avait un double objectif : analyser rétrospectivement la robustesse, les résultats et l'influence du dispositif depuis sa création, et proposer des pistes pour renforcer son efficacité et sa contribution à l'ambition stratégique de l'AFD en matière d'ODD.

Reconnu comme une bonne pratique par l'OCDE, le dispositif AADD occupe une place centrale à l'AFD. Il joue un rôle d'aide à la décision auprès de la gouvernance de l'AFD, dans les décisions de financement. L'évaluation confirme que, malgré certaines limites et marges de progression, le dispositif AADD est robuste. La méthodologie du dispositif a été améliorée progressivement et s'est alignée sur les standards internationaux. Les équipes opérationnelles reconnaissent son utilité et se sont appropriées ses outils et pratiques. L'une de ses principales faiblesses réside toutefois dans le suivi en exécution des résultats qui, malgré des avancées récentes, reste insuffisant. Une deuxième évaluation est en cours pour approfondir l'analyse du dispositif lors des phases d'exécution et d'achèvement des projets.

ENVIE D'EN SAVOIR PLUS ?

JE DÉCOUVRE

L'infographie sur le dispositif « Analyse et avis développement durable »



JE VAIS PLUS LOIN

Lire la publication ExPost intégrale sur l'évaluation





Le port de Beyrouth, quelques temps après l'explosion | © Marwa Kobeissi/ITAR Consultants

Conduites en milieu ou en fin de projet, ou quelques années après, les évaluations débouchent sur des recommandations qui jouent un rôle essentiel dans l'amélioration des futures interventions.

FOCUS SUR... LA RÉPONSE AUX CRISES

Le 4 août 2020, alors que le Liban fait face à une crise à la fois socio-économique et sanitaire, une double explosion dans le port de Beyrouth touche durement la capitale. Immédiatement mobilisée au sein de l'Équipe France, l'AFD finance 11 projets pour soutenir le rétablissement de la ville et répondre aux besoins les plus immédiats, dans différents secteurs : santé, sécurité alimentaire, éducation et formation professionnelle, résilience économique et réhabilitation de quartiers. Ces projets ont par exemple permis à plus de 19000 patients d'avoir accès à l'hôpital, à des soins primaires ou de santé mentale, à 29 écoles d'être réhabilitées, ou encore à plus de 500 entreprises d'obtenir un accompagnement et un appui financier.

Quatre ans plus tard, une évaluation dite « de grappe » a permis de collecter et d'analyser les résultats de ces projets financés — dans un objectif de redevabilité d'abord, mais aussi pour s'intéresser à une question centrale : comment apprendre de cette expérience, en vue de la réponse à de futures crises ? Quelles leçons en retenir, pour assurer un continuum efficace entre la réponse à l'urgence de court terme et les enjeux à plus long terme de reconstruction et de développement ?

Menée par ITAR Consultants, l'évaluation conclut que les interventions phasées (incluant une composante de réponse rapide suivie d'une composante à plus long terme visant des résultats en matière de développement) se sont avérées très pertinentes. Cela a été le cas en matière de santé, où les interventions ont combiné rénovation des infrastructures et renforcement du système de santé, ce qui a permis d'obtenir des résultats durables en termes d'accès et de qualité des soins. À l'inverse, les résultats ont été moins durables lorsque les projets se limitaient à répondre à des besoins immédiats. Par exemple, en matière d'éducation et de formation professionnelle, les projets de réhabilitation de bâtiments ont eu moins d'effets de long terme sur la situation critique des écoles, étant donné les difficultés structurelles rencontrées par ailleurs par le système éducatif.

Les enseignements et recommandations issus de cette évaluation permettent aujourd'hui au groupe AFD et à l'Équipe France de nourrir leur réflexion sur la complémentarité des leviers d'action d'urgence-développement dans les contextes de crises.

ENVIE D'EN SAVOIR PLUS ?

JE DÉCOUVRE

La fiche « Réponse à l'explosion au port de Beyrouth : entre urgence et développement »



JE VAIS PLUS LOIN

Lire la publication ExPost intégrale sur l'évaluation



Évaluer c'est...

DIALOGUER ET PARTAGER



Dépistage du VIH (en haut) et préparation de kits de sensibilisation par des pairs éducateurs au Vietnam (en bas) | © SCDI Vietnam

Évaluer, c'est aussi favoriser le dialogue entre ceux qui conçoivent les projets, ceux qui les déploient, ceux qui les vivent... De là émergent des enseignements qui, partagés à plus grande échelle, peuvent transformer les pratiques.

FOCUS SUR... LA LUTTE CONTRE LE VIH-SIDA

Quarante ans après les premiers cas recensés, il est aujourd'hui possible de vivre et de vieillir avec le VIH. Cependant, cela reste l'une des épidémies les plus complexes à combattre parce que l'accès effectif aux services et soins est entravé par des déterminants sociaux et politiques majeurs. Lutter efficacement contre le VIH suppose notamment d'avoir une approche différenciée selon l'âge : les besoins d'un enfant, d'une personne adolescente, jeune adulte ou âgée diffèrent (prévention adaptée, accompagnement psychosocial, gestion des comorbidités...) et demandent des parcours sur mesure.

C'est ce qu'a confirmé L'Initiative à travers l'évaluation transversale de six projets, en Afrique et en Asie, accompagnant des populations spécifiques à chaque étape de la vie dans la lutte contre le VIH : de l'enfance et l'adolescence à la transition vers l'âge adulte, jusqu'au vieillissement. L'évaluation souligne que des solutions fonctionnent : celles-ci combinent interventions communautaires, institutionnalisation de la continuité des soins, outils numériques adaptés, intégration de la santé mentale ou encore dynamiques intergénérationnelles.

Cette évaluation transversale thématique est issue d'une méthodologie participative. Elle a débuté par un travail de terrain exigeant, mêlant entretiens, focus-groups et observation au plus près des acteurs et populations concernés. Les résultats ont ensuite été consolidés et analysés de façon transversale, ce qui a permis de faire ressortir les stratégies déployées, les difficultés rencontrées et les bonnes pratiques mises en place. Enfin, les recommandations ont été co-construites lors d'un atelier avec les porteurs de projet, les évaluateurs et l'équipe de L'Initiative. Les résultats, diffusés à travers différents canaux (restitution-débat, communication numérique, publication...), peuvent désormais nourrir les futures interventions de la lutte contre le VIH.

L'Initiative est une facilité française complémentaire du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Elle est mise en oeuvre par Expertise France sur financement du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

ENVIE D'EN SAVOIR PLUS ?

JE DÉCOUVRE

Le VIH à travers les âges : regards croisés et leçons apprises



JE VAIS PLUS LOIN

Télécharger le résumé de l'évaluation transversale





L'équipe du projet EMPOWER participe à une cérémonie sur l'île Vanua Levu à Fidji. Comme tous les projets de l'initiative Kiwa, EMPOWER est mis en oeuvre au plus près des communautés locales.
© Nicolas Job/HEOS Marine

Sur des thématiques à champ large, l'évaluation devient un outil de dialogue autant que d'analyse : elle nourrit les échanges avec les partenaires et permet d'affiner les stratégies d'intervention.

FOCUS SUR... LES OUTRE-MER

Depuis plus de 80 ans, l'AFD s'engage pour le développement durable des collectivités locales et des entreprises des territoires ultramarins. L'action de l'AFD dans les Outre-mer vise à favoriser l'insertion des 12 territoires ultramarins dans leur environnement régional, tout en contribuant à leur résilience et à leur développement durable. Au-delà des financements de projets au bénéfice des acteurs publics et privés, l'AFD apporte son expertise en ingénierie et en renforcement des capacités auprès des acteurs publics ultramarins. L'Initiative Kiwa, par exemple, finance des projets centrés sur les solutions fondées sur la nature dans 19 États et territoires insulaires du Pacifique, dont les 3 collectivités ultramarines françaises. Son objectif : renforcer la résilience des écosystèmes, des économies et des communautés des États et territoires insulaires du Pacifique face aux effets du changement climatique.

En 2025, l'AFD a fait évaluer sa stratégie de coopération régionale et sa contribution aux dynamiques régionales dans trois espaces géographiques distincts : le bassin atlantique (Caraïbes et Plateau des Guyanes), le sud-ouest de l'océan Indien et le Pacifique. L'évaluation met en évidence que l'AFD est un acteur central et de proximité reconnu pour son ingénierie technique dans la conduite des opérations en matière de coopération régionale. Cependant, elle souligne aussi que la coordination et la concertation avec les différents acteurs actifs dans les territoires ultramarins doivent être renforcées et appuyées d'instruments financiers dédiés pour déployer pleinement et durablement cette ambition régionale.

L'évaluation permet désormais de nourrir le dialogue avec les partenaires de l'AFD – comme les territoires et les départements ultramarins, les organisations régionales, les acteurs académiques ou encore le secteur privé –, de proposer un cadre d'amélioration réaliste et opérationnel, et d'ouvrir des perspectives nouvelles en cohérence avec les priorités françaises et européennes.

ENVIE D'EN SAVOIR PLUS ?

JE DÉCOUVRE

L'action de l'AFD
dans les Outre-mer



JE VAIS PLUS LOIN

Découvrir les
projets soutenus via
l'initiative Kiwa



Évaluer c'est...

ÉCLAIRER LES POLITIQUES PUBLIQUES



Aux Philippines, chez un distributeur partenaire du programme national Walang Gutom 2027 (« Faim Zéro 2027 ») | © Julia Girard/AFD

Décider sans données fiables, c'est naviguer sans carte. Les recommandations issues des évaluations d'impact fournissent aux décideurs ce dont ils ont besoin pour des politiques publiques efficaces : des recommandations fondées sur des analyses solides.

FOCUS SUR... LES PHILIPPINES

Aux Philippines, l'insécurité alimentaire et la faible diversité des régimes alimentaires demeurent des enjeux majeurs pour les ménages pauvres, en particulier dans un contexte de vulnérabilité accrue aux chocs climatiques. Le pays fait face à un problème nutritionnel persistant qui affecte 75 millions de personnes, près d'un tiers des enfants de moins de 5 ans souffrant de retard de croissance.

Afin d'éclairer la conception du futur programme national de bons alimentaires « Walang Gutom 2027 » (Faim Zéro 2027), un projet pilote a testé la distribution de bons alimentaires, combinés à des sessions d'éducation nutritionnelle. L'évaluation d'impact, conduite par les équipes d'évaluation de l'AFD et de la Banque asiatique de développement auprès de 4883 ménages dans 5 provinces, visait à répondre à une question déterminante pour le succès de cette politique publique : des bons fléchés vers certains groupes d'aliments permettent-ils d'améliorer durablement les dépenses, la sécurité alimentaire et la santé des ménages ?

Ces informations ont permis de formuler des recommandations à l'intention du gouvernement sur les moyens d'améliorer l'impact : augmenter le montant des bons, augmenter le nombre d'utilisations par mois, modifier la composition des bons en faveur des protéines, des fruits et des légumes, et améliorer les sessions de sensibilisation aux enjeux de nutrition. Tout cela est actuellement testé dans le cadre de la deuxième phase du projet pilote, avant d'ajuster le programme national plus large.

ENVIE D'EN SAVOIR PLUS ?

JE DÉCOUVRE

Quel rôle les bons alimentaires peuvent-ils jouer pour renforcer la résilience climatique ? (en anglais)



JE VAIS PLUS LOIN

Lire la publication intégrale sur l'évaluation d'impact





A Madagascar, l'ONG CARE soutient un projet pour réduire la stigmatisation autour de la santé menstruelle et, par extension, améliorer les résultats scolaires des jeunes filles | © CARE Madagascar

Une fois démontré, ce qui fonctionne peut être déployé à d'autres endroits : l'évaluation ouvre ainsi la voie au « passage à l'échelle » des approches et des projets testés.

FOCUS SUR... ÉDUCATION & SANTÉ MENSTRUELLE

Avoir ses règles concerne 26 % de la population mondiale et, pourtant, cela est encore largement stigmatisé à travers le monde. À Madagascar, notamment en zone rurale, les menstruations sont un obstacle à la scolarisation des filles – notamment parce que la faiblesse des infrastructures adaptées et le manque de protections hygiéniques peut rendre difficile la participation des filles aux activités sociales, scolaires et économiques pendant leurs menstruations.

C'est pourquoi l'ONG CARE conduit le programme Kilonga dans les zones rurales de la région d'Amoron'i Mania, à Madagascar. Celui-ci vise notamment à favoriser les discussions positives entre pairs sur la menstruation à l'école afin de réduire les tabous sur le sujet et la stigmatisation qui en découle. De 2021 à 2023, l'École d'économie de Paris a évalué l'efficacité du programme sur l'absentéisme et le décrochage scolaire dans 140 écoles primaires et secondaires. L'étude, financée par le FID, a révélé que l'approche combinée du programme, avec ses dimensions santé et éducation, améliore le bien-être, le climat scolaire et les apprentissages des filles malgaches. Le programme a augmenté les résultats scolaires (+13 %) et la probabilité de passage en classe supérieure (+15 %). Il a également favorisé la libération de la parole sur les menstruations (+21 %) et amélioré les pratiques d'hygiène menstruelle (+48 %). Par ses effets sur les apprentissages, l'intervention se situe parmi les 10 % des programmes les plus performants à Madagascar.

Ces résultats soulignent le potentiel de nouvelles politiques publiques articulant santé et éducation, alors que des discussions sont en cours avec le ministère de l'Éducation nationale pour un passage à l'échelle. Le FID soutient une nouvelle phase du projet depuis l'été 2024. Tout en maintenant la même approche et en s'appuyant sur les apprentissages issus de la phase 1, le projet est déployé dans une centaine d'écoles secondaires de la région Amoron'i Mania, et l'évaluation d'impact cible ces écoles ainsi qu'un groupe d'école témoin. Cette nouvelle phase, en cours, vise à identifier le rapport coût/efficacité des principales composantes du projet.

ENVIE D'EN SAVOIR PLUS ?

JE DÉCOUVRE

Promouvoir la santé et l'hygiène menstruelles : impact et apprentissages de 2 projets



JE VAIS PLUS LOIN

Découvrir le projet sur le site du FID



Pour un monde en commun

Le groupe AFD finance et accélère les transitions pour un monde plus juste, sûr et résilient, en s'engageant pour les populations avec ses partenaires, partout dans le monde. Fort de ses entités complémentaires – l'Agence française de développement pour les financements publics, Proparco pour l'investissement privé responsable et Expertise France pour l'expertise technique – le Groupe répond à tous les enjeux liés au développement durable.

Engagé dans plus de 160 pays ainsi que dans les Outre-mer, il adapte ses interventions aux réalités du terrain, soutenant activement les initiatives locales. Avec plus de 4 000 projets alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), le groupe AFD, au nom des Français, mobilise tous les acteurs engagés dans le développement économique et la préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes ou encore la santé mondiale. Du côté des autres, pour un monde en commun.



www.afd.fr

X : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris Cedex 12 - France

Tél. : +33 1 53 44 31 31